

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1562 - 7 février 1991 - 2,5 F

D 1562 BRÉSIL: STRUCTURE DES TERRES PRIVÉES INCULTES

La Constitution de 1988 (cf. DIAL D 1346), après d'après débats à l'Assemblée constituante (cf. DIAL D 1320), stipule qu'une propriété agricole non productive est susceptible d'expropriation aux fins de réforme agraire. Un document technique des services appropriés de la présidence de la République fait état de plus de 81 millions d'hectares de terres privées incultes pour l'ensemble du Brésil, dont près de 89% relèvent des grands domaines. Les statistiques portent sur la situation en 1988, mais le document "à circulation restreinte" a été élaboré pour le président Collor. Nous en donnons le tableau statistique accompagné de commentaires non gouvernementaux tels qu'ils sont parus dans la revue équatorienne ALAI de janvier 1991.

Note DIAL

L'INCULTURE DES GRANDS DOMAINES

par João Pedro Stédile

Suite à l'incompétence totale du gouvernement actuel à trouver une solution aux problèmes du secteur rural, la question de la réforme agraire semble avoir disparu ces derniers temps de la presse liée aux milieux officiels. Un hebdomadaire brésilien s'est même employé à publier l'interview d'un de ces experts rôdant dans les couloirs gouvernementaux en quête d'emploi, et s'efforçant de démontrer longuement qu'il n'y a plus besoin de réforme agraire au Brésil.

Les problèmes sociaux dans le secteur rural brésilien sont si grands et si évidents qu'"il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir". Point n'est besoin de recourir aux arguments des spécialistes de l'opposition pour "voir la gravité de la situation en rural". Le Mouvement des sans-terre a reçu un document à "circulation restreinte" élaboré par le Secrétariat au développement régional de la présidence de la République, et faisant un diagnostic sur la situation en rural. On y trouve en particulier un tableau des terres incultes dans le pays (reproduit ici).

La signification des chiffres

Ce tableau est le résumé d'une étude réunissant les données du cadastre de l'INCRA/MIRAD de 1988, du recensement agropastoral de 1985 de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), et des fonds de terre qui ont fait l'objet d'attributions. Il n'a pas été tenu compte dans ce tableau des fonds de terre non occupés et qui appartiennent à l'Etat. Ce sont des millions d'hectares dans ce qu'on appelle l'Amazonie légale.

Ce tableau officiel montre que, pour l'ensemble du pays, on compte plus de 81 millions d'hectares qui appartiennent à des propriétaires terriens et qui sont absolument incultes. On y constate aussi que près de 89% de ces fonds entrent dans la catégorie des grands domaines et sont donc susceptibles d'expropriation.

D 1562-1/2

L'INCULTURE DES TERRES AU BRÉSIL (1988)

RÉGIONS - ETATS	TERRES INCULTES (%)	SUPERFICIE TOTALE (en ha.)	% RELEVANT DES LATIFUNDIA
1- NORD	65,8	7.425.806	88,4
Rondônia	62,8	812.055	70,3
Acre	49,0	775.264	88,4
Amazonas	76,9	1.297.195	93,6
Roráima	69,3	387.802	85,9
Pará	62,3	3.913.876	88,4
Amapá	70,1	239.614	93,5
2- NORD-EST	54,4	28.883.864	85,9
Maranhão	67,6	6.520.454	91,7
Piauí	71,9	5.064.450	87,7
Ceará	44,6	2.727.366	80,1
Rio Grande/Norte	40,8	1.021.889	82,7
Paraíba	32,2	812.937	74,7
Pernambuco	44,6	1.560.834	75,9
Alagoas	29,4	318.506	66,0
Sergipe	31,9	293.632	70,0
Bahia	53,0	10.563.766	86,4
3- SUD-EST	21,1	10.445.506	84,0
Minas Gerais	4,0	7.499.996	0,7
Espírito Santo	21,3	566.829	86,9
Rio de Janeiro	22,6	518.948	86,6
São Paulo	13,6	1.859.759	83,5
4- SUD	15,2	4.403.184	74,1
Paraná	16,8	1.883.442	79,6
Santa Catarina	25,9	1.192.633	77,3
Rio Grande do Sul	10,6	1.327.109	65,3
5- CENTRE-OUEST	42,6	30.659.654	95,5
Mato Grosso	21,3	11.983.331	98,5
Goiás	37,1	13.241.229	95,3
District fédéral	44,1	103.039	81,9
TOTAL BRÉSIL	42,6	81.818.014	88,7

SOURCE: MIRAD, 1988, recensement agropastoral de l'IBGE, 1985

de familles. Dans le Nord, sans même élargir la frontière agricole et seulement en utilisant les fonds incultes occupés par les latifondiaires, il y aurait 7 millions d'hectares qui permettraient d'attribuer des modules de 30 hectares à 140.000 familles.

Voilà donc les chiffres de la présidence de la République qui font la démonstration de ce que tout un chacun peut voir jour après jour dans la réalité sociale du rural, où la misère et l'exploitation des travailleurs ruraux augmentent en permanence, en ne laissant comme seule alternative que l'émigration vers des bidonvilles en urbain.

La mauvaise volonté politique du gouvernement fédéral et ses liens étroits avec les intérêts des latifondiaires sont tellement grands que, depuis l'investiture du président Fernando Collor, il y a aujourd'hui plus de 15.000 familles campant sur le bord des routes, avec leur cortège de privations et d'humiliations. Le gouvernement ne fait rien, alors qu'il suffirait seulement d'exproprier 225.000 hectares pour régler le problème.

[1] Un rapport officiel de 1985 parle de 10,6 millions de familles sans terre. CP. DIAL D 1047 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion 480 F
Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441

Tout gouvernement qui aurait un minimum de volonté politique et qui serait disposé à restituer à la société ces millions d'hectares accaparés pour la spéculation, effectuerait le lotissement immédiat de quelque 4,34 millions de familles, c'est-à-dire la presque totalité des familles de paysans sans terre au Brésil (1). C'est-à-dire qu'on intégrerait 80 millions d'hectares supplémentaires à l'aire cultivable (qui est aujourd'hui de 60 millions d'hectares) sans affecter les fameuses superficies dites productives et en résolvant un grave problème social.

Pourquoi alors le gouverneement ne fait-il rien? Parce qu'il est de l'essence des capitalistes et des latifondiaires de tendre au gain par l'augmentation maximale de la richesse et du pouvoir, peu leur important que cela se fasse au détriment des autres.

Pour ceux qui défendent la thèse qu'il n'y a pas de terres incultes dans le Sud, le tableau montre qu'il en existe en fait 4 millions d'hectares, ce qui permettrait de lotir plus de 360.000 familles. Dans le Sud-Est, ce sont 10 millions d'hectares, ce qui donnerait des terres à 600.000 familles. Dans le Nord-Est, l'une des régions à grand problème où la grande propriété contrôle la société, il y a 28 millions d'hectares de terres incultes qui permettraient de lotir 1,8 millions de familles. Dans le Centre-Ouest ce sont 30 millions d'hectares qui pourraient lotir 1,5 millions